

UN PATRIOTE MODÈLE SOUDAIN RATTRAPE PAR LA MORALE

DE NOTRE CORRESPONDANT AUX ETATS-UNIS **OLIVIER O'MAHONY**

Depuis son salon, Joyce Kinsey voyait tout ce qui se passait chez Edward Snowden. Elle habite au rez-de-chaussée d'un petit immeuble, à Ellicott City, en banlieue de Baltimore (Maryland) juste en face du sien, à 5 mètres tout au plus. Seuls quelques massifs fleuris et un étroit chemin piéton les séparent. Edward n'avait pas de rideaux à ses fenêtres. « Je me disais : « Il n'a rien à cacher », raconte Joyce. Pour elle, caissière retraitée du supermarché Giant, c'était un voisin idéal. Discret, poli, souriant, au-dessus de tout soupçon. « Un garçon timide, qui disait bonjour en baissant les yeux », témoigne-t-elle. Il partait tôt le matin, revenait tard le soir, donnait l'impression de travailler dur. Joyce avoue avoir été un peu inquiète, au début des années 2000, quand elle l'a vu emménager dans ce lotissement propret de Mayfair Circle, où demeurent des militaires et des fonctionnaires. « Il vivait seul et n'avait que 16 ans, explique-t-elle. Ses parents venaient d'acheter l'appartement. Ils lui faisaient confiance. Ed n'avait pas de mauvaises fréquentations. Il n'a jamais fait de bruit. » Au bout de trois ans, sa mère, Wendy, le rejoint. Elle habite toujours là, seule avec son labrador, Cinder, qui détecte les crises d'épilepsie aux

quelles elle est sujette. Puis Edward est parti, mais il revient souvent la voir pour de longs séjours, accompagné d'une jeune fille ultramince, sa girlfriend, Lindsay Mills. La voisine se souvient bien d'elle, de ses cheveux teints en bleu, orange, vert, selon les jours, et de sa petite voiture dont la plaque d'immatriculation indiquait « Artist ». Lindsay est danseuse, et aussi excentrique qu'il est calme et cérébral. Joyce raconte avoir souvent vu, depuis ses fenêtres, Edward en train de pianoter sur son ordinateur. Seul dans son salon, pendant des heures, jusqu'à une heure tardive de la nuit. « Il avait l'air très concentré. Je pensais que c'était un génie... »

Le « génie » est devenu la bête noire des services secrets américains. Un « traître » qui a profité de son accès à des données confidentielles pour les divulguer au public – et qui risque de payer très cher pour cela. Un « renégat » qui a travaillé pour eux et qui, aujourd'hui, met au jour leurs pratiques douteuses...

Les documents qu'Edward Snowden a décidé de révéler sont en effet très embarrassants pour la National Security Agency (NSA), l'agence de renseignement gouvernemental spécialisée dans la surveillance des communications par e-mail et téléphone dans le monde entier. L'un d'eux établit que la NSA a réclamé et obtenu l'accès à tous les listings de Verizon, l'une des principales compagnies téléphoniques américaines. Noms, numéros, dates et durées des coups de fil donnés ou reçus par des millions d'Américains : tout a été enregistré et sauvegardé dans ses ordinateurs, en toute légalité. La

teneur des conversations téléphoniques a, seule, échappé à sa surveillance. Selon un autre document, les « geeks » de l'agence ont mis au point un système de maillage électronique ultra pointu appelé Prism, qui permet de lire les e-mails de tout le monde. Pas seulement les dates et

À 22 ANS, EDWARD A RÉUSSI À SE FAIRE EMBAUCHER DANS LE SAINT DES SAINTS DU RENSEIGNEMENT AMÉRICAIN

les noms des destinataires, mais aussi les contenus de tous les courriels diffusés sur Google, Facebook, Yahoo !, etc. Le « mémo » rendu public par Snowden précise que la NSA bénéficie de la complicité des géants de l'Internet. Ces derniers démentent, l'agence aussi, mais personne ne remet en cause l'authenticité des documents top secret portés par Snowden sur la place publique. Depuis les attentats du 11 septembre 2001, un dispositif légal appelé Foreign Intelligence Surveillance Act (Fisa) autorise la NSA à intercepter toute conversation électronique suspecte sans passer par un mandat judiciaire. Des voix se sont élevées pour dénoncer les contours très flous de cette loi, véritable « chèque en blanc » signé à l'agence lui permettant d'écouter qui elle veut, sans que quiconque puisse s'y opposer. Barack Obama avait fait campagne en promettant qu'il en finirait avec ces pratiques « dangereuses pour la démocratie ». On

Le 15 juin à Hongkong, devant le consulat américain, des manifestants réclament qu'Edward Snowden soit protégé d'une extradition. Sur une banderole : « Sauvez Snowden. Sauvez la liberté ». Le général Keith Alexander, directeur de la NSA et patron du CyberCommand, le 12 juin, lors d'une audience devant le Congrès américain.



voit que rien n'a changé, bien au contraire. «Une telle ampleur des écoutes téléphoniques et électroniques, on n'avait jamais vu ça», dénonce un spécialiste du monde du renseignement, pour qui Edward Snowden est un «héros».

Qu'est-ce qui a bien pu le pousser à devenir un «whistleblower», un dénonciateur des dérives d'un système auquel il participait encore il y a quelques semaines ? Fils d'un officier de la U.S. Coast Guard (garde-côte) et d'une greffière au tribunal de Baltimore, Edward Snowden avait plutôt réussi sa vie. Comme il l'a reconnu lui-même, il n'a jamais été un très bon élève. Il a péniblement obtenu un GED (bac par correspondance), après avoir quitté le lycée en classe de seconde. Patriote, il a voulu partir en Irak, mais un accident aux jambes l'a obligé à quitter l'armée. Il est parvenu à se reconvertis comme agent de sécurité à la NSA puis, incroyable promotion, comme espion à la CIA, en poste à Genève entre 2006 et 2009. Nul ne sait aujourd'hui comment, à 22 ans, Edward l'autodidacte a réussi à se faire embaucher dans le saint des saints du renseignement américain. Ses talents informatiques lui ont ouvert les portes et permis de doubler son salaire, se vante-t-il alors dans un blog... A l'époque, il habite, au 16 quai du Seujet, en centre-ville au bord du Rhône, dans un grand bâtiment en béton grisâtre où il côtoie de nombreux diplomates américains. Genève est une plaque tournante d'espions friands d'informations sur les détenteurs de comptes secrets. L'une de ses cibles est un banquier genevois. Ses collègues de la CIA l'approchent et organisent un traquenard. Ils l'invitent à dîner, le font boire, beaucoup, puis le mettent derrière le volant de sa voiture juste avant que des flics ne l'arrêtent en état d'ivresse... Les policiers sont de mèche et les «amis» du banquier le font libérer rapidement. Quelques semaines après, ils n'ont aucun mal à le faire chanter. Piégé, le banquier leur livre ses secrets. «J'ai perdu mes illusions à ce moment-là», a dénoncé Edward Snowden, révolté par la méthode, dans une interview diffusée en vidéo sur le site du quotidien anglais «The Guardian».

L'espion en herbe serait-il un gros naïf ? Mavanee Anderson a rencontré Edward en 2007, à Genève, alors qu'elle était stagiaire au service juridique de la mission permanente américaine auprès de l'Onu. Pour elle, Edward était un «génie de l'informatique», qui confiait sans fard son regret d'avoir raté ses études. Il était aussi

LES « LANCEURS D'ALERTE »

DANIEL ELLSBERG

En 1971, ce proche du secrétaire à la Défense McNamara fournit au «New York Times» les «Pentagon Papers», 7 000 pages sur la guerre du Vietnam. L'affaire fait l'objet d'un non-lieu.



JULIAN ASSANGE

A publié sur WikiLeaks des milliers de documents. Reclus à l'ambassade d'Equateur à Londres, il fait l'objet de mandats d'extradition des Etats-Unis et de la Suède.



AARON SWARTZ

Il pirate le réseau du MIT et met en ligne 4,8 millions d'articles scientifiques utiles à tous. Le 11 janvier, il se pend.



MARK FELT OU «GORGE PROFONDE»

Le directeur adjoint du FBI (1972) révèle à deux journalistes du «Washington Post» comment Nixon espionne ses opposants démocrates. C'est le scandale du Watergate.

un excellent professeur d'arts martiaux. Mavanee raconte qu'il lui a donné une leçon et qu'il était agile et athlétique. «Chaque année, il participait au défilé du nouvel an chinois», se souvient-elle. La Chine, déjà, quelques années avant Hongkong où il se cache. Mavanee a beaucoup d'affection pour Ed, un garçon «sincère, gentil et incroyablement intelligent». Quand il s'est présenté à visage découvert sur le site Internet du «Guardian», elle s'est fendue d'une chronique dans un journal local, le «Chattanooga Times Free

JOE DARBY

Le GI livre en 2004 des centaines d'images de tortures perpétrées par sa division à la prison d'Abou Ghraib, en Irak. Il a quitté l'armée et vit caché.

BRADLEY MANNING

Analyste dans l'armée américaine, il est accusé d'avoir transmis 250 000 documents à WikiLeaks. En procès, il risque, à 25 ans, la prison à perpétuité.

LE 20 MAI, IL ATTERIT À HONG-KONG AVEC QUATRE ORDINATEURS BOURRÉS D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES

Press», pour prendre sa défense. «Il est introverti, du genre à réfléchir très longtemps pour mûrir une décision, écrit-elle. Il ne m'a jamais révélé de secrets, mais je sentais bien qu'il était en proie à une crise de conscience. D'ailleurs, il n'est pas resté bien longtemps à la CIA.»

En 2009, Edward quitte Genève pour rejoindre un sous-traitant informatique de la NSA au Japon. Là, il commence à comprendre comment l'agence met sur écoutes des millions de civils, «qu'ils soient suspects ou non, sans distinction», dira-t-il plus tard. En avril 2012, il s'installe à Hawaii avec Lindsay, sa compagne, qui a hésité à le suivre. La jeune femme

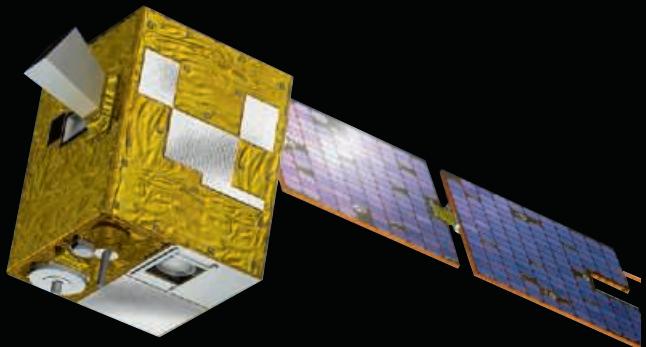
éteint ses états d'âme sur un blog appelé «Le voyage de L., les aventures d'une super-héroïne danseuse», qui lui sert aussi d'outil de promotion. Spécialiste du pole dancing, elle donne des spectacles. Le couple s'installe dans une confortable maison moderne à Waipahu. Edward travaille au cabinet d'ingénierie informatique Booz Allen Hamilton, un sous-traitant de la NSA, pour un joli salaire de 120 000 dollars par an. Fin avril dernier, Wendy, sa mère, vient lui rendre visite. Le séjour dure deux semaines. Quelques jours après son départ, Edward annonce à son boss qu'il doit s'absenter pour soigner un problème d'épilepsie. A sa girlfriend, il déclare qu'il part «en voyage d'affaires». Lindsay ne pose pas de questions. Elle sait qu'Edward travaille avec les services secrets. Sur son blog, elle l'appelle «E., l'homme du mystère», et confiera son «immense solitude» et sa «tristesse» quand elle découvrira dans la presse la raison de son déplacement.

Le 20 mai, Edward atterrit à l'aéroport de Hongkong. Dans ses valises, quatre ordinateurs bourrés d'informations confidentielles qu'il a recopiées dans les locaux de Booz Allen et qui viennent directement de la NSA. Depuis sa chambre de l'hôtel Mira, un cinq-étoiles, il prend contact avec des journalistes du «Guardian». «Vous me reconnaîtrez dans le hall d'entrée : j'aurai un Rubik's Cube dans les mains», leur dit-il. Edward Snowden n'aime pas les espions. Mais il a bien assimilé leurs méthodes... ■

Enquête Arnaud Bédat à Genève

PARIS TISSE SA TOILE

En plus de ses capacités de renseignement, la France peut compter sur son complexe militaro-industriel. Le câble reliant l'Angleterre à l'Inde, posé par Alcatel Submarine Networks, est particulièrement stratégique. Il passe par plusieurs centres d'écoute à l'étranger auxquels a été vendu le système de surveillance Eagle de la société française Amesys. Partout où est installé un système Eagle existe un câble Internet Alcatel. On soupçonne les services secrets français de pouvoir récupérer les renseignements ainsi collectés par nos alliés. Délocaliser les écoutes permet aussi d'échapper à la loi française.



Elisa (Electronic Intelligence by Satellite) est un ensemble de quatre microsatellites lancé en 2011 qui permet la détection des radars de défense antiaérienne et l'écoute des communications.



Une dizaine de stations d'écoute sont implantées en métropole et cinq outre-mer (Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Tahiti, La Réunion et la Guyane). Trois unités de l'armée sont capables d'effectuer des écoutes mobiles sur des théâtres d'opération : le 44^e et le 54^e régiment de transmissions et la 785^e compagnie de guerre électronique.



LA FRANCE N'EST PAS EN RESTE, MÊME POUR LES SYSTEMES DE SURVEILLANCE GLOBALE

PAR JACQUES DUPLESSY

«**O**n a des Guantanamo français du renseignement, des centres d'écoute à l'étranger qui collectent des données sur la vie privée hors du cadre légal.» s'étrangle la députée verte Isabelle Attard. «Les centres d'hébergement des sites [d'écoute] sont, pour la plupart, basés à l'étranger, ce qui exonère la DGSE de répondre à la loi française», affirment des «autorités» au journal «Le Monde».

Plusieurs services de renseignement sont en charge des écoutes : la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et la Direction du renseignement militaire (DRM). Les procédures d'écoute officielles ne constituent que la partie visible de l'iceberg. Des interceptions de communications sont prévues par les lois de 1991 et 2006 pour la sécurité nationale, la sauvegarde des éléments essentiels du potentiel scientifique et économique de la France, la prévention du terrorisme, la lutte contre la criminalité et la délinquance organisées et la surveillance de groupements dissous. Les services peuvent obtenir les factures détaillées de téléphones, mais aussi de connexions Internet. Cela présente environ 230 000 demandes par an, selon la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité.

Pour Alain Chouet, ancien numéro deux de la DGSE, «la loi n'est pas claire pour les interceptions sur Internet et personne n'a envie de la clarifier». L'objectif de la lutte contre le terrorisme permet toutes les investigations. Bernard Barbier, directeur technique de la DGSE, reconnaît, lors d'un colloque en 2010, que «les réseaux grand public sont la cible principale» de ses services. «Nous stockons, ajoute-t-il, des années de métadonnées : adresses IP, mots de passe, numéros de téléphone, qui appelle qui, à quelles heures... Et puis nous corrélons.» Corréler ? Ce mot signifie qu'un logiciel fonctionnant à partir de mots-clés permet d'établir l'environnement d'une personne à travers ses relations et connexions. Les données recueillies sont partiellement stockées sur d'immenses serveurs informatiques dans le sous-sol de la caserne, boulevard Mortier, dans le XX^e arrondissement de Paris, siège de la DGSE. La France a fait de gros efforts pour entrer dans la «première division» des cyberespions, se réjouit Bernard Barbier.

Au cœur de la stratégie française, il y a aussi la maîtrise des technologies permettant d'intercepter les flux Internet passant par des câbles souvent sous-marins. Pour les écouter, la technologie la plus appropriée est le Deep Packet Inspection (DPI), ou Inspection des paquets en profondeur. Il s'agit

«NOTRE PAYS A FAIT DE GROS EFFORTS POUR ENTRER DANS LA «PREMIÈRE DIVISION» DES CYBERESPIONS», SE RÉJOUIT BERNARD BARBIER, LE DIRECTEUR TECHNIQUE DE LA DGSE

de copier, à l'aide de «sondes», toutes les données qui circulent sur un réseau.

Pour être plus efficace, le plus simple est d'installer soi-même les tuyaux qui transportent les données (les câbles) et les outils qui commandent le transfert des informations (les routeurs de cœur de réseau). Alcatel installe des câbles sous-marins et des routeurs de service. En janvier, la ministre chargée de l'Economie numérique Fleur Pellerin soulignait le «savoir-faire d'Alcatel Submarine Networks» et insistait sur le caractère «stratégique» de cette activité en matière de «cybersurveillance» et de «sécurité du territoire». Elle a annoncé que le Fonds stratégique d'investissement (FSI), public, qui «entre au capital d'entreprises dont les projets de croissance sont porteurs de compétitivité pour le pays», pourrait même soutenir Alcatel Submarine Networks s'il est menacé par la restructuration de la maison mère. Quant aux sondes, elles sont la spécialité d'Amesys (Bull) et Qosmos. Là aussi, l'Etat s'est engagé financièrement.

Pourtant, Amesys n'est pas regardante sur la protection de la vie privée. Elle n'a pas hésité, en 2004, à espionner les téléphones portables sur les Champs-Elysées et à faire intercepter toutes les communications Internet (courriels, sites, conversations par Skype) du laboratoire Lip6 à l'université Pierre-et-Marie-Curie à Paris pour démontrer l'efficacité de son sys-

tème au colonel Kadhafi.

Toutes ces informations se sont retrouvées dans une brochure commerciale vantant Eagle, un système d'écoute à grande échelle, de la pure technologie française pour espionner l'ensemble d'une population. La société a vendu Eagle à nombre de nos amis peu regardants sur les droits de l'homme, la Libye (un scandale révélé par le site d'information Reflets.info), le Qatar, l'Arabie saoudite, le Gabon. Triple avantage : exporter, récupérer facilement tout ce que nos «clients» ont enregistré et, enfin, délocaliser nos propres écoutes. Techniquement, rien n'est plus simple que de «prendre la main» sur ces machines pour espionner quelqu'un n'importe où dans le monde, à partir d'un réseau d'écoutes délocalisé. Cerise sur le gâteau, c'est gratuit puisque payé par nos «alliés clients» !

Géné par le scandale libyen, Bull a vendu en 2012 l'activité Eagle à Stéphane Salies, son concepteur, qui l'exploite dans deux sociétés : Nexa Technologies et Advanced Middle East Systems. La première, basée en France, propose des outils de surveillance classiques. La seconde, à Dubai (Emirats arabes unis), offre Eagle, le système global qui permet de surveiller toute une population. Il sera donc vendu depuis Dubai, loin de la législation française. Et surtout de sa morale encombrante. ■